

## Les défenseurs du rural en démonstration à Paris

par Frédéric Ville



© AMRF

**L'AMRF et plusieurs de ses partenaires se sont comptés, mardi 4 juin à Paris. Objectif de cette première édition de "Ruralisons" : faire partager leurs diagnostics sur le désir de campagnes, et faire pression sur le gouvernement pour soutenir le développement des acteurs des territoires ruraux.**

680 personnes étaient ce 4 juin 2019 à Paris pour la première édition de « Ruralisons ! » Ils avaient fait le déplacement en masse, à l'initiative de l'Union des métiers et de l'industrie hôtelière, l'Association des Maires ruraux de France (AMRF), l'Association nationale des nouvelles ruralités, l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation, Familles rurales, Leader France et Richard Ramos, député du Loiret. « On veut marquer l'écosystème parisien des décideurs, en montrant que la ruralité est bien présente et active », justifie Cédric Szabo, directeur général de l'AMRF.

Jacqueline Gourault était présente également. La ministre de la cohésion des territoires a d'abord égrené les actions du gouvernement en faveur de la ruralité, mais elle a plutôt inquiété ses auditeurs, en assurant que « l'esprit des Français n'était pas métropolisé ». Les organisateurs se sont sans surprise révélés plus offensifs, relayés par le géographe Gérard-François Dumont : « Le désir de campagne est ignoré par les lois et par les statistiques : la France doit s'aligner sur la méthode Eurostat et non celle de l'INSEE qui sous-évalue les territoires ruraux ».

### **Bonnes pratiques et projets de loi fictifs**

Le cœur de la journée s'est poursuivi en tables rondes : état des lieux de la ruralité, défis démographiques, renouveau social et sociétal, politique culturelle, transition économique et écologique. On pouvait aussi rejoindre le « Club » fourmillant de bonnes initiatives, souvent portées ou soutenues par les collectivités : 24 actions présentées dans des formats courts d'un quart d'heure, avec devant à l'applaudimètre, la télé locale initiée par la mairie de Rosoy (Yonne), des missions pour les jeunes dans les territoires ruraux (Insite France), la maison de séjours jeunes de Courcelles (Haute-Marne), l'association Entraide déplacements en Seine-et-Marne ou encore la plateforme de mise à disposition de salles municipales *Ruraconnect* etc.

Un brin impertinent, le « Parlement rural » lancé hier a décidé la création d'une 6<sup>e</sup> catégorie d'ERP adaptée aux petits établissements, la promotion du dispositif des Zones de revitalisation rurales. Et aussi, à l'initiative de Michel Fournier, vice-président de l'AMRF, de soumettre au Parlement un projet de loi-cadre sur la ruralité, une loi sur la réduction des écarts de Dotation globale de fonctionnement entre rural et urbain, que toute compétence transférée le soit de façon volontaire, et que la notion d'espace et de territoire soit introduite dans la future loi de révision de la Constitution. Des propositions arrivant judicieusement avant les élections municipales de 2020, dans un contexte où, sur fond de ras-le-bol des maires et de crise des Gilets jaunes, le gouvernement réfléchit à comment lâcher du lest en direction des territoires et élus ruraux...